

Oh ! Brexit qui nous rassemble, merci !

Il est temps de cesser de se lamenter sur les dommages mutuels occasionnés par le Brexit et, au contraire, de se centrer sur les retombées positives. Car il y en a. Les Britanniques savent déjà que certains des résultats promis par leurs leaders europhobes, d'ailleurs disparus des radars, n'existent pas. En revanche, nous, les autres Européens, avons d'emblée découvert une conséquence tout aussi insoupçonnée que spectaculaire : nous sommes unis pour négocier avec Londres. La nouvelle réside dans la première partie de la phrase : nous sommes unis.

Cela fait plusieurs dizaines d'années que nous n'avons pas connu pareille syntonie. Et cette information s'ajoute à d'autres qui éclairent à la sortie d'un tunnel où, il y a quelques mois, régnait une profonde obscurité. La liste des graves désaccords des vingt dernières années fut à n'en plus finir. Il n'y eut pas une seule semaine de trêve : le nouveau partage du pouvoir après le Traité de Nice, la guerre en Irak, le « non » français au projet boiteux de Constitution européenne, la crise économique, les diktats de la troïka, l'austérité, les secousses dans la zone euro, les sauvetages, la Grèce, l'impossible répartition des réfugiés, le retour des frontières et des barbelés, l'avancée de l'extrême droite, le référendum britannique, etc.

Le premier abandon du club apparais-

sait comme le point culminant de la catastrophe annoncée, comme la fin d'une époque. De fait, aux dires de la horde d'alarmistes en Europe, d'autres partenaires voyant en Londres l'exemple à suivre seraient aussi tentés.

Or, nous assistons depuis des mois au phénomène inverse. Les Vingt-sept ont resserré les rangs face à Londres. Tous soutiennent la stratégie de négociation proposée par l'UE et pour l'heure, Theresa May n'a pas pu identifier une seule fissure pour briser cette unité.

Elle a donc dû encaisser deux défaites stratégiques. En premier lieu, elle a pu vérifier que les Vingt-sept exigeaient avec fermeté qu'elle respecte la libre circulation des travailleurs pour rester dans le marché unique, qu'elle devra à présent abandonner. En deuxième lieu, elle a compris qu'aucune négociation ne sera menée en public, en privé ou dans les couloirs concernant l'avenir de la relation du Royaume-Uni avec l'UE tant que les conditions de sortie du club ne seront pas réglées, y compris de 60 à 100 milliards d'euros de contributions pour des engagements antérieurs.

A Londres, le désarroi face à cette unité est palpable, y compris dans les documents émanant de M^{me} May elle-même. Dans son récent manifeste aux conservateurs, la Première ministre omet de signaler deux aspects fondamentaux pour ceux qui ont remporté le référendum. De

fait, il ne fait absolument aucune allusion à la Cour de justice de l'UE – vilipendée durant toute la campagne – ni au délai maximal de deux ans pour négocier le Brexit, véritable épée de Damoclès pour tous, mais surtout pour Londres. C'est pourquoi M^{me} May crie avant d'avoir mal et ressasse : « Pour le Royaume-Uni, mieux vaut pas d'accord qu'un mauvais accord. » Elle omet d'ajouter l'évidence : l'absence d'accord est une nouvelle de très mauvais ton pour Londres.

Les problèmes perdurent – notamment les réfugiés, la Hongrie et la Grèce –, mais force est de reconnaître que le vent a tourné

L'unité face au Brexit implique donc un avantage manifeste pour les Vingt-sept. De surcroît, la menace qui planait il y a une année apporte un élan qui ouvre des opportunités. Elle se matérialise notamment au travers de projets essentiels pour l'UE boycottés jusqu'à présent par Londres et déjà lancés par Bruxelles, Berlin et, surtout, Paris, telle l'Europe de la défense.

En effet, ce qui s'est produit en France, une fois de plus en contradiction avec les prédictions des tenants du catastrophisme, est crucial pour consolider cette

opportunité. C'est Emmanuel Macron, le plus proeuropéen des candidats, qui a remporté les scrutins. Fervent partisan de cette Europe de la défense, il a le bon profil pour faire fonctionner le moteur franco-allemand d'ailleurs grippé et, au passage, pour se mettre d'accord avec Berlin sur une réforme urgente de la zone euro.

Pour les proeuropéens, la victoire de Macron est double. De fait, il a aussi remporté haut la main face à l'europhobe Marine Le Pen. Ces mêmes prophètes la voyaient déjà à l'Élysée comme un passage inexorable après le Brexit et le triomphe de Donald Trump.

Or, il résulte que M^{me} Le Pen n'a pas gagné et que le nouveau président des États-Unis lui-même est devenu, à son grand regret, un nouvel allié inattendu et involontaire de l'europhobie. Ses incroyables commentaires sur la sortie de Londres – « Le Brexit sera une merveille ; d'autres quitteront l'UE » – ou sur la diminution des dépenses américaines pour la défense des Européens favorisent une réponse unie outre-Atlantique.

Les problèmes perdurent – notamment les réfugiés, la Hongrie et la Grèce –, mais force est de reconnaître que le vent a tourné. Par contre, un fait est certain : il faut redresser le cap, car aucun vent ne peut être favorable à celui qui ignore la direction à suivre. ■